

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES****CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
(CCAP)****(CCAP N° DIRN-MAPASIRO-2025-03-02)*****Acheteur***

État

Ministère de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation – Direction  
Interdépartementale des Routes Nord***Représentant de l'acheteur (RA)***Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord, par arrêté préfectoral  
datant du 28 mars 2024 du Préfet coordinateur des itinéraires routiers, Préfet de la  
région Hauts-de-France, Préfet du Nord***Objet du marché***

A21 Modernisation du PR7+520 au PR11+430 (62)

Conception des ouvrages et équipements de gestion des eaux pluviales

***Remise des offres initiales***Date et heure limites de réception : 02/10/2025 à 12h00 (heure locale de  
l'adresse de l'acheteur)***Remise des offres finales (si négociation)***Date et heure limites de réception : \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_ h \_\_\_\_ (heure locale  
de l'adresse de l'acheteur)

Le présent CCAP ne comporte pas d'annexe.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Pages

<b>1 ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1.3 Point de départ du délai d'exécution.....	6
1.4 Passation des commandes.....	7
1.5 Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques.....	7
1.6 Mesures de sécurité – Prestations intéressant la Défense – Obligation de discrétion.....	7
1.7 Contrôle des coûts de revient.....	8
1.8 Dispositions générales.....	8
1.9 Ordres de service.....	11
<b>2 ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>12</b>
<b>3 ARTICLE 3. VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>12</b>
3.1 Tranche(s) optionnelle(s).....	12
3.2 Contenu des prix- Règlement des comptes.....	12
3.3 Variation dans les prix.....	16
3.4 Paiement direct des sous-traitants.....	16
<b>4 ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES. 17</b>	<b>17</b>
4.1 Durée du marché et délais d'exécution.....	17
4.2 Pénalités pour retard d'exécution.....	17
4.3 Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts.....	18
4.4 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	18
4.5 Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	19
<b>5 ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>19</b>
5.1 Retenue de garantie.....	19
5.2 Avances.....	19
<b>6 ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>20</b>
<b>7 ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>21</b>
7.1 Conditions d'exécution.....	21
7.2 Conditions d'intervention.....	22
7.3 Formation.....	22
7.4 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	22

<b>8 ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>22</b>
8.1 Vérifications quantitatives et qualitatives et décision d'admission.....	22
8.2 Validation du service fait.....	23
8.3 Garantie(s).....	23
<b>9 ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....</b>	<b>24</b>
9.1 Arrêt de l'exécution des prestations.....	24
9.2 Résiliation.....	24
<b>10 ARTICLE 10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>24</b>
<b>11 ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>25</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## 1 ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 Objet du marché

#### 1.1.1 **Objet de la prestation**

La présente prestation concerne les études de conception niveau AVP et PRO de modernisation des ouvrages et équipements publics de collecte, gestion et traitement des eaux pluviales de l'autoroute A21 à l'échelle d'un Bassin Versant Routier (BVR) s'étendant du de l'A21 entre les PR 7+520 au PR11+430, située sur la commune de Lens dans le Pas-de-Calais.

Les prestations font l'objet d'un marché sur procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

#### 1.1.2 **Description de la prestation**

Les études porteront plus précisément sur :

- l'imperméabilisation du BVR ;
- l'adaptation des bassins existants (47G01 et 47G01bis) ;
- la création d'un bassin de traitement couplé au bassin d'infiltration existant (D07 au PR10+557).

La mission est définie en plusieurs phases :

- Phase 1 :
  - L'analyse des entrants et le recueil des données nécessaires à la réalisation de la phase 2 décrite ci-après. Ces données seront fournies en partie par la DIR Nord. Les autres données devront être recueillies directement par le titulaire qu'elles soient disponibles sur des bases de données publiques ou bien par consultation d'acteurs extérieurs ;
  - La réalisation des études de conception de niveau AVP du projet ;

- Phase 2 : La réalisation des études de conception de niveau PRO.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) fourni au présent marché.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

### **1.1.3 Lieu d'exécution**

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- l'A21 entre les PR 7+520 au PR11+430, commune de Lens (Pas-de-Calais 62) ;
- les bassins 47G01 et 47G01bis au PR 10 ;
- le bassin D07 au PR10+557.

## **1.2 Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

### **1.2.1 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

#### **1. La chef.fe du service d'ingénierie routière Ouest ou son adjointe**

**Pour assumer les fonctions suivantes :**

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 28 et 29 du CCAG) ;
- d) Décision d'application ou de non application des pénalités ;
- e) Signature des ordres de service dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG. L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécutions des prestations prévues par le marché ;

#### **2. Les chefs de projets et chefs de pôle du service d'ingénierie routière Ouest**

**Pour assumer les fonctions suivantes :**

- a) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG) ;
- b) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- c) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

- d) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG) ;
- e) Signature des ordres de service de suspension de délai dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

### 1.2.2 Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

### 1.2.3 Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

- a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel à la boîte [marches.sir-ouest.dirn@developpement-durable.gouv.fr](mailto:marches.sir-ouest.dirn@developpement-durable.gouv.fr) valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial de l'acheteur.

- b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel à la boîte [marches.sir-ouest.dirn@developpement-durable.gouv.fr](mailto:marches.sir-ouest.dirn@developpement-durable.gouv.fr) valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial de l'acheteur.

- c) En utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation de l'acheteur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification à l'acheteur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

## 1.3 Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

## **1.4 Passation des commandes**

Sans objet.

## **1.5 Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

## **1.6 Mesures de sécurité – Prestations intéressant la Défense – Obligation de discrétion**

### **1.6.1 Mesures de sécurité**

Les prestations sont exécutées dans un lieu où s'appliquent des mesures de sécurité qui devront être respectées. Et notamment, pour les interventions sur route, port des EPI haute visibilité, utilisation d'un véhicule avec bandes blanches et gyrophare.

### **1.6.2 Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"**

Sans objet.

### **1.6.3 Obligation de discrétion**

Le titulaire s'engage à maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui seraient susceptibles de lui être confiés ou dont il aurait connaissance au cours de ses travaux ou du fait de sa présence dans les locaux de l'acheteur. Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à l'ensemble des personnes qui interviendront pour son compte dans la réalisation des prestations objet du présent marché.

Le Titulaire, ses co-traitants et sous-traitants s'engagent à établir un document dans lequel ils attestent sur l'honneur avoir bien pris connaissance des précautions relatives à la protection des données sensibles fournies par la DIR Nord (captages d'eau potable destinée à la consommation humaine). Ces précautions de respect de la confidentialité des données et de non diffusion comprennent :

- L'exploitation des données est limitée uniquement à un usage pour la présente étude. Une mention du timbre "Source : Ministère de la santé - ARS -SISE Eaux" sous chaque figure ou tableau réalisé à partir des données fournies sera à effectuer ;
- Toute communication à des tiers est interdite ;
- Toute reproduction numérique contenant des informations relatives au positionnement des captages d'eau utilisés pour la production d'eau potable, sous quelque forme que ce soit, au bénéfice de tout autre organisme, y compris toute mise à disposition des données sur Internet, est interdite.

Ce document sera à remettre au RA après la notification du présent marché.

De même, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément, de quelque nature qu'il soit, pouvant directement ou indirectement, contenir ou refléter un savoir faire spécifique de l'acheteur.

L'acheteur reste propriétaire de tous les documents et informations remis aux intervenants pour réaliser la prestation. Le titulaire ne pourra en faire aucun usage sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur .

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après exécution du présent marché.

L'acheteur se réserve l'entière propriété des documents établis par le titulaire dans le cadre de sa mission, et pourra leur donner toute suite qu'il jugera utile, sans donner droit à indemnités supplémentaires ou droit d'auteur pour le titulaire. Ainsi, toutes les productions, l'acquisition exclusive des résultats et contrôles ou autres documents réalisés dans le cadre du présent marché deviennent propriété exclusive de l'acheteur (DIR Nord), dans le cadre de la liste des prix comme intégrée aux prix annexés. Les prix du marché comprennent ces dispositions.

Le titulaire ne pourra utiliser tout ou partie des résultats ou des contrôles faisant l'objet du présent marché qu'avec l'accord préalable de l'acheteur. Cet accord n'est subordonné au paiement d'aucune redevance.

#### **1.6.4 RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.6 du présent CCAP.

### **1.7 Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

### **1.8 Dispositions générales**

#### **1.8.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.



Il devra, sur demande de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1.8.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

### **1.8.2.1 Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1.8.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

### 1.8.3 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il doit adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de la mission. Sur simple demande de l'acheteur, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

#### **1.8.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.8.3 ci-dessus.

#### **1.8.5 Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

#### **1.8.6 Clauses sociales et environnementales**

##### 1.8.6.1 Clauses sociales

Sans objet.

##### 1.8.6.2 Clauses environnementales

La DIR Nord s'engage dans une démarche de requalification environnementale de son réseau d'assainissement de l'A21 dont elle est gestionnaire. Pour cela, elle compte moderniser les équipements existants (respect des règles de l'art actuelles, des normes en vigueur, des demandes de la police de l'eau ou s'en approcher).

Les conditions d'exécution de ce marché comportent des éléments à caractère environnemental notamment dans la recherche des objectifs dont l'objet est la valorisation et la préservation de la ressource en eau. Le titulaire devra intégrer dans ses démarches la recherche constante du respect du milieu environnant et l'optimisation dans les solutions proposées pour améliorer la situation qualitative des dispositifs existants.

### **1.9 Ordres de service**

Conformément au 1-2.1 du présent CCAP, l'ordre de service est signé par la cheffe du Service d'Ingénierie Routière Ouest ou son adjointe.

Les ordres de service sont notifiés au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG et complétées au 1.2.3 du présent CCAP, notamment pour le démarrage du délai d'exécution de chacune des phases figurant à l'article 4.1 du CCAP. Ils seront transmis soit par courriel.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG, les réserves émises par le titulaire sur un ordre de service seront exclusivement adressées à la cheffe du Service d'Ingénierie Routière Ouest ou son adjointe.

## **2 ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont exclusivement, par ordre de priorité, les suivantes :

### **A - Pièces particulières**

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- La Liste des Prix (LP) ;
- La décomposition de tous les prix forfaitaires du marché.

### **B - Pièces générales**

- Le CCAG applicable aux **prestations intellectuelles (CCAG PI)** approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Toutes les pièces à caractère réglementaire, normatif ou valant recommandation citées dans les différentes pièces particulières du marché. Le titulaire pourra accéder à l'acquisition de certains de ces documents sur le site internet: <http://www.setra.developpement-durable.gouv.fr> (documentation technique routière française).

## **3 ARTICLE 3. VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1 Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3.2 Contenu des prix- Règlement des comptes**

#### **3.2.1 Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Ils comprennent tous les frais définis à l'article 101.3 du CCAG PI auxquels sont également inclus :

- les frais relatifs aux opérations de vérification ;
- les frais de déplacement ;

- les frais de reprographie, secrétariat, préparation des réunions.

De plus, les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

### **3.2.2 Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes**

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

### **3.2.3 Calcul des décomptes et acomptes**

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux articles 11.3.2 et 11.6 du CCAG PI dans les conditions suivantes :

#### **A. Décomptes et acomptes mensuels**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement à l'acheteur un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte devra être assorti des pièces justificatives jointes suivantes si elles n'ont pas déjà préalablement été transmises :

- l'ensemble des OS notifiés par le RA à la date de facturation signés par le titulaire ;
- les attestations de paiement direct des sous-traitants déclarés, avec mention « AUTO-LIQUIDATION » le cas échéant, signées et tamponnées par le sous-traitant et le titulaire.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le RA qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

L'acheteur notifie au titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte et l'état de prestations.

#### **B. Décompte final**

Le titulaire valide et adresse simultanément au RA, sous 30 jours à compter de la notification de décision d'admission le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de paiement pour solde mentionné au CCAG PI.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le RA, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Si le RA n'a pas notifié le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la réception par l'acheteur ou son représentant de la demande de paiement finale transmise par le titulaire, le titulaire met en demeure l'acheteur d'y procéder avec copie à son représentant. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RA dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure l'acheteur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le RA peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le RA, paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

En complément de l'article 11.7.3 du CCAG PI le titulaire peut émettre des contestations sur le décompte général, par le biais d'un mémoire en réclamation unique dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du décompte général, sous peine de forclusion.

### **3.2.4 Modalités de transmission et de paiement**

#### **3.2.4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre ;

- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Dans un groupement solidaire, l'ensemble des co-traitants non-mandataires envoient leurs factures au co-traitants mandataire hors Chorus Pro pour validation. Une fois la validation effectuée hors Chorus Pro, le co-traitant mandataire va déposer son projet de décompte mensuel ou final dans Chorus Pro avec la cadre de facturation A4 – Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur. Il devra mettre l'ensemble des demandes de paiement des autres co-traitants non-mandataires en pièces jointes de sa demande de paiement sur Chorus Pro.

En fonction de leurs choix, les co-traitants seront payés soit sur le compte unique du groupement, à charge pour le mandataire de répartir les fonds, soit directement sur les comptes de chacun des co-traitants.

En plus du dépôt sur le portail, **il est exigé un envoi dématérialisé de la facture sur l'adresse mail du chef de projet concerné**, permettant de vérifier et d'accepter la demande de paiement et d'établir le service fait.

Des informations complémentaires relatives à la facturation seront communiquées ultérieurement au titulaire du marché.

#### 3.2.4.2 Modalités de paiement

Le point de départ du délai de paiement court à compter du dépôt du projet de décompte sur Chorus Pro par le mandataire (le dépôt et la réception sur Chorus Pro ont lieu simultanément).

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Par ailleurs, l'acheteur confie au RA la décision de suspension du délai de paiement prévue aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du CCP. Le RA notifie la décision de suspension du délai de paiement par ordre de service envoyé au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

### **3.3 Variation dans les prix**

Les prix sont fermes.

#### **3.3.1 Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3.4 Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement hors taxe en faisant apparaître distinctement que la TVA est due par le preneur conformément à l'article 283, 2 nonies du code général des impôts, libellée au nom de l'acheteur, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.4.2 ci-dessus, compté à partir de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au



deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;

- L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur des DC4 modificatifs signés du titulaire et de son sous-traitant ;
- Faute de fournir ces DC4 modificatifs, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **4 ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

### **4.1 Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4.2 Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, en cas de retard d'exécution du titulaire par rapport à la date limite fixée dans l'acte d'engagement ou l'ordre de service de chacune des phases, le titulaire encourt une pénalité fixée à 100,00 € par jour calendaire quelle que soit la phase.

Pour chaque prix de la liste de prix, tout rendu au-delà de trois indices du fait du titulaire fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 5 % du montant du prix concerné.

Tout rendu effectué hors délai, fera l'objet d'une pénalité journalière forfaitaire définie ci-dessus par jour calendaire. L'acheteur arrêtera le nombre de jours de retard pour le calcul des pénalités à la date du rendu du document. En cas d'envoi de documents de manière échelonnée dans le temps, le délai pénalisable continuera à courir jusqu'à la remise du dernier document marquant la complétude du dossier.

La liste des documents est stipulée au CCTP du présent marché.

Si ce dernier répond aux attentes de l'acheteur alors il sera considéré comme définitif et validé. Le cas échéant, le décompte des jours de pénalités reprendra dès que l'acheteur aura adressé l'intégralité des remarques au titulaire en déduisant la période d'analyse et de validation de l'acheteur. Les échanges mails serviront de justificatifs pour l'arrêt et la reprise du décompte des jours de pénalités.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas examiner un rendu si celui-ci est jugé très insuffisant ou si celui-ci amène trop de remarques et/ou ne répond pas ou que partiellement au besoin du marché.

### **4.3 Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

### **4.4 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

#### **4.4.1 Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

En cas de manquement aux obligations en matière de sécurité des travailleurs, le titulaire encourt une pénalité de 1 000,00 € par constatation.

#### **4.4.2 Pénalité pour indisponibilité**

En cas d'impossibilité de joindre le titulaire lors d'une demande de prestation, de visite sur site (au démarrage du délai d'exécution), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1 000,00 €**.

#### **4.4.3 Pénalité d'absence aux réunions**

En cas d'absence non justifiée à une réunion prévue dans le cadre du marché, le titulaire encourt une pénalité de 250,00 € par réunion manquée.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat de l'absence.

#### **4.4.4 Pénalité pour annulation de réunion programmée**

En cas d'annulation de réunion programmée deux semaines avant sans préavis de 48 h, le titulaire encourt une pénalité de 250,00 € par réunion annulée.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple annulation du titulaire.

#### **4.4.5 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.6.3 du CCAP et par dérogation à l'article 14.2 du CCAG PI, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

#### **4.4.6 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4.4.7 Retenue pour non remise de livrables intermédiaires nécessaires au parfait achèvement de la mission constatée en cours de délais d'exécution**

En complément à l'article 14.1 du CCAG PI, pour chaque retard de transmission, sous format informatique par mail, constaté par l'acheteur, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 250,00 €. La liste des documents intermédiaires (techniques ou administratifs) et leur planning de livraison sont établis par le titulaire et notifiés dans un délai de

15 jours à l'acheteur à compter de la notification du démarrage de la période d'exécution de la phase concernée. Ils sont le cas échéant assortis de réserve sur le délai global.

Cette pénalité ne se cumule pas avec celle définie au 4.2 pour les livrables de prestations mais elle se cumule pour les livrables administratifs et comptables.

Cette clause est applicable aux contrats de sous-traitance en dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG.

#### **4.4.8 Pénalité pour intervention d'un sous-traitant non déclaré**

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-PI, en cas d'intervention d'un sous-traitant direct ou indirect non déclaré, le titulaire encourra une pénalité de 1 000 € par constatation. Pour une même journée, le nombre de constatations correspondra au nombre de sous-traitants concernés et ne sera donc pas limité à une unité.

#### **4.4.9 Pénalité pour non retour à un mail**

En cas de non réponse à un mail dans les 5 jours ouvrables (message d'absence exclu), le titulaire encourt une pénalité journalière de 50,00 € par mail et par jour de retard au-delà de 5 jours.

### **4.5 Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

## **5 ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5.1 Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5.2 Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG PI.

Sauf indication contraire à l'acte d'engagement, en application de l'article R2191-4 du CCP, elle n'est due que sur la base du montant des phases diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la phase si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Cette règle est appliquée qu'il y ait ou non recouvrement total ou partiel de phases dans le temps.

Pour chacune des phases, le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial TTC de la phase considérée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la phase. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution de la phase du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % des montants toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées en propre au titre du marché. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois à la part due au mandataire et à la part due aux co-traitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent au regard du montant initial TTC dû à chaque co-traitant qui figure dans la répartition de la rémunération prévue dans l'annexe à l'acte d'engagement.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG PI, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire par dérogation à l'article 11.1 du CCAG PI.

## **6 ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à la personne publique avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

## **7 ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7.1 Conditions d'exécution**

#### **7.1.1 Modalités particulières de réalisation des prestations**

Le titulaire s'engage à conserver durant toute la durée du marché le niveau des effectifs défini dans l'offre, comme précisé dans le RC.

Le titulaire du présent marché devra respecter les consignes de sécurité qui lui auront été données par le représentant de l'acheteur avant l'exécution des prestations.

#### **7.1.2 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie, pour incompétences notoires, non respect des règles de sécurité, non respect du Code de la route ou non respect du Code du travail.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

#### **7.1.3 Mise à disposition de matériels par la personne publique**

Sans objet.

#### **7.1.4 Prise en charge et restitution des installations et de la documentation**

Aucune stipulation particulière.

#### **7.1.5 Documentation technique**

Sans objet.

#### **7.1.6 Revendications des tiers**

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si l'acheteur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

## **7.2 Conditions d'intervention**

Sans objet.

## **7.3 Formation**

Sans objet.

## **7.4 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Aucune stipulation particulière.

# **8 ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES**

## **8.1 Vérifications quantitatives et qualitatives et décision d'admission**

Elles sont effectuées dans un délai d'un mois à dater de la livraison des documents (plans et fichiers informatiques).

Elles portent notamment sur :

- La conformité des documents avec les exigences du CCTP ;
- La conformité des fichiers informatiques et notamment l'enregistrement des fichiers au format Autocad ou QGIS dans leurs versions les plus récentes.

### **8.1.1 Remise des documents**

Les documents présentés par le titulaire sont remis à l'acheteur, sous forme dématérialisée au format pdf ainsi qu'en version modifiable dans un des formats suivants : dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt, shp.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

### **8.1.2 Délais d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai d'un mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, le titulaire relance le RA en vue d'obtenir une décision d'admission, de refus ou de suspension du délai qui devra intervenir sous

15 jours. Sans réponse du RA à la fin de ce délai de 15 jours, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (1 mois + 15 jours) (admission tacite).

### **8.1.3 Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG PI, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG PI ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **8.1.4 Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG PI, le silence de l'acheteur vaut acceptation des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8.1.5 Rejet**

Suite à une décision de rejet, l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **8.2 Validation du service fait**

Une fois que l'acheteur prononce la décision d'admission, il constate le service fait.

La constatation du service fait (vérification quantitative et qualitative des prestations) est un préalable indispensable au paiement des prestations réellement effectuées. L'acheteur valide cette constatation.

Le service fait sera constaté après vérification des documents fournis par le prestataire et notamment l'ouverture et la lecture des fichiers informatiques.

## **8.3 Garantie(s)**

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

## **9 ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION**

### **9.1 Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG, le RA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases telles que définies à l'article 1-5 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

### **9.2 Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 i) du CCAG PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG PI, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG PI.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **10 ARTICLE 10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **Définitions :**

Il est fait l'application de l'article 32 du CCAG.

### **Régime des connaissances antérieures :**

Il est fait application de l'article 33 du CCAG.

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché.



Le pouvoir adjudicateur met à disposition du titulaire les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché. Ces connaissances antérieures sont les suivantes : les documents fournis au titulaire pour la réalisation de l'étude et mentionnés à l'article 3.1 du règlement de consultation.

**Régime des droits de propriété intellectuelle :**

L'article 35 du CCAG s'applique.

Le pouvoir adjudicateur dispose du simple droit d'utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché. L'étendue de cette concession de propriété intellectuelle, à titre non exclusif, est permanente et pour la France.

Les modes d'exploitation de ces résultats sont les suivants : livrables comme des rapports d'étude numériques ou sous format papier, exploitables dans le cadre de la réfection de la chaussée.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

## **11 ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

**a) CCAG PI :**

CCAP 1.8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG PI
CCAP 1.9	déroge à l'article	3.8.2 du CCAG PI
CCAP 2	déroge à l'article	4 du CCAG PI
CCAP 3.2.3	déroge aux articles	11.3.2 et 11.6 du CCAG PI
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG PI
CCAP 4.2	déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG PI
CCAP 4.4.5	déroge à l'article	14.2 du CCAG PI
CCAP 4.4.7	déroge à l'article	3.6.3 du CCAG PI
CCAP 4.4.8	déroge à l'article	3.6.3 du CCAG PI
CCAP 5.2	déroge à l'article	11.1 du CCAG PI
CCAP 8.1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG PI
CCAP 8.1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG PI
CCAP 8.3	déroge à l'article	30 du CCAG PI
CCAP 9	déroge à l'article	39.2 du CCAG PI